

Les cours modularisés du Master 2 Droit et Sécurité des Activités Maritimes et Océaniques Enseignement à distance



Cliquez sur le cours
qui vous intéresse
pour en savoir plus



Les cours modularisés 2026-2027

Master 2 Droit et sécurité des activités maritimes et océaniques - EAD

1er semestre (septembre - décembre)

[Économie bleue durable \(15h\)](#)

[Histoire du droit maritime \(10h\)](#)

[Droit de la mer \(15h\)](#)

[Droit maritime privé \(15h\)](#)

[Sécurité et sûreté maritime \(30h\)](#)

[Droit des pêches \(15h\)](#)

[Protection de l'environnement marin \(15h\)](#)

[Anglais maritime \(juridique\) \(20h\)](#)

2nd semestre (janvier - mai)

[Droit du travail maritime \(30h\)](#)

[Droit portuaire \(20h\)](#)

[Droit européen maritime \(20h\)](#)

[Droit des assurances maritimes \(15h\)](#)

[Action de l'Etat en mer \(15h\)](#)

[Défense : enjeux et défis stratégiques \(15h\)](#)

[Droit de la plaisance, des croisières et des loisirs nautiques \(20h\)](#)

[Droit de l'exploitation des océans et des énergies marines renouvelables \(20h\)](#)

[Contrats maritimes \(20h\)](#)

[Droit du littoral \(20h\)](#)

Sous réserve de modifications

Tarification :

- Tarif réduit : 11 €/h d'enseignement pour les étudiant-es ou les personnes en recherche d'emploi non financé-es, sous réserve de fournir un justificatif ;
- Tarif plein : 22 €/h d'enseignement.

Ce régime d'inscription permet de s'inscrire aux cours du master 2 DSAMO 100 % EAD et de passer les examens (sauf le mémoire).

Ce parcours ne permet pas l'obtention d'un diplôme ; néanmoins, seront délivrés : un relevé de notes, un certificat de réalisation et une attestation de fin de formation.

Économie bleue durable

Le cours d'écosystème maritime, analyse pluridisciplinaire est issu du certificat universitaire « économie bleue ». En 2020, les secteurs de l'économie bleue sont placés comme parmi les principaux contributeurs de la relance, mettant ainsi en lumière la croissance de l'innovation et des activités.

En France, l'administration et le secteur économique ont pris conscience du besoin de restructurer l'écosystème socioéconomique des territoires côtiers, de poser des directives à l'aménagement du littoral, d'organiser la cohabitation des nouveaux usages et des usages traditionnels. Cette formation présente un panorama des relations entre les océans, les littoraux et les activités humaines. Elle permet d'appréhender de manière systémique et durable l'économie bleue ainsi que les enjeux socio-économiques et l'organisation des acteurs impliquées.

Objectifs de la formation

À la fin du cours, être capable de :

- Conceptualiser la notion d'économie bleue, dans son contexte géopolitique, socio-économique, et environnemental,
- Identifier globalement le contexte d'évolution d'une activité compte tenu de l'écosystème, des opportunités, du contexte législatif et de son évolution, de verrous techniques ou sociétaux,
- Analyser la sensibilité d'un secteur aux grands changements notamment énergétiques et liés au changement climatique et à la transition écologique,
- Mesurer la contribution des différents secteurs à l'économie maritime et littorale.

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou expérience professionnelle attestant de compétences juridiques
- Des connaissances de base en droit international public, dont certains concepts clés seront rappelés dans le premier module, constituent un atout évident pour la compréhension du cours de droit de la mer

Programme de la formation

Introduction

Module 1 : Géopolitique des océans

Module 2 : Économie bleue et enjeux de développement territoriaux

Module 3 : Transports maritimes, sécurité, défense

Module 4 : Territoires et activités maritimes et littorales

Module 5 : Planification spatiale maritime

Évaluation et suivi

Ce cours sera évalué sous la forme d'un QCM en ligne comportant 20 questions (en octobre).

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant en septembre
15 heures - sur 7 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc) Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

330 €

Tarif réduit : 165 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*

Histoire du droit maritime

Le cours d'histoire du droit maritime doit permettre d'acquérir des connaissances quant aux règles juridiques applicables aux activités humaines en mer dans une perspective historique (Antiquité - XXe siècle). Le cours portera particulièrement sur des thématiques maritimes de différentes époques.

Enfin, l'étudiant devra réaliser un exercice pratique en histoire du droit maritime. Cet exercice sera consacré, cette année, à la découverte des sources de la période moderne, et en particulier à l'Ordonnance de la Marine de 1681.

Ce travail vise à se doter d'une culture historique, mais également à se permettre de faire des liens juridiques avec l'actualité.

Objectifs de la formation

À la fin du cours, être capable de :

- D'identifier les principales périodes et dates de l'histoire maritime
- D'appréhender les grands textes qui ont façonné le droit applicable aux activités maritimes à travers l'histoire
- De composer un mini-mémoire d'histoire du droit maritime

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou posséder expérience professionnelle attestant de compétences juridiques.

Programme de la formation

Module 1 : L'émergence d'un droit qui règle les activités maritimes

- Le berceau de la Méditerranée antique
- L'apport des cités marchandes de la mer du Nord et de la Baltique au Moyen Âge
- Une Méditerranée asiatique ?

Module 2 : La maritimisation du monde, l'émergence et l'affirmation d'un droit international de la mer européen (XVe siècle- XIXème siècle)

- Mare clausum, mare liberum : la dimension juridique d'un conflit politique
- Le droit de la mer, instrument dans les mains des puissances maritimes européennes
- Le droit de la guerre sur la mer, un aspect essentiel du problème

Module 3 : Deux processus parallèles : l'unification des droits maritimes privés et la codification du droit maritime public (XIXème siècle - XXIème siècle)

- Le processus d'unification des droits maritimes privés
- La codification d'un droit de la mer international et public : la convention des Nations Unies sur le droit de la mer

Évaluation et suivi

Ce cours sera évalué par un quiz en ligne d'une heure (en novembre).

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant en septembre
10 heures - sur 11 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc) Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

220 €

Tarif réduit : 110 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*

Droit de la mer

Le droit de la mer est la branche du droit international public qui désigne l'ensemble des règles relatives à l'utilisation des espaces maritimes par les sujets du droit international, au premier rang desquels figurent les États. À l'origine coutumières, ces règles ont été progressivement codifiées, notamment dans la Convention de Montego Bay de 1982, qui définit précisément le cadre juridique dans lequel doivent s'inscrire les activités menées dans les mers et les océans. L'étude de cette matière permettra ainsi d'envisager comment sont définis, juridiquement, les différents espaces maritimes, comment procéder à leur délimitation, mais également comment déterminer le régime juridique qui leur est applicable. Les États souverains ayant progressivement cherché à étendre leur emprise sur des zones de plus en plus éloignées de leurs côtes, le droit de la mer se trouve ainsi au centre d'enjeux géopolitiques qui impliquent son adaptation constante.

Objectifs de la formation

À la fin du cours, être capable de :

- Définir et différencier les espaces maritimes, y compris en appréhendant les méthodes de délimitation
- Identifier, interpréter et expliquer les règles juridiques applicables aux différents espaces maritimes, ainsi que les compétences des États relatives aux activités qui y sont menées
- Analyser les enjeux liés aux contentieux de délimitation maritime ou aux conflits de compétence en mer et évaluer la manière dont les États peuvent régler leurs différends

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou posséder une expérience professionnelle attestant de compétences juridiques
- Des connaissances de base en droit international public, dont certains concepts clés seront rappelés dans le premier module, constituent un atout évident pour la compréhension du cours de droit de la mer

Programme de la formation

Le cours de Droit de la mer est structuré en cinq modules :

Module 1 : Définition et évolution du droit de la mer

Module 2 : Les espaces maritimes sous souveraineté de l'Etat côtier

Module 3 : Les espaces maritimes où l'Etat côtier n'exerce que des compétences limitées

Module 4 : Les espaces maritimes internationalisés

Module 5 : Le règlement des différends en droit de la mer

Évaluation et suivi

Ce cours sera évalué en deux parties pendant le semestre : un quiz en ligne de trente min (modules 1 à 3) et un quiz en ligne d'une heure (modules 1 à 5).

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant en septembre
15 heures - sur 15 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc) Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

330 €

Tarif réduit : 165 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*

Droit maritime privé

Le droit maritime est la branche du droit privé qui envisage l'ensemble des relations juridiques qui se nouent en mer et plus particulièrement sur et autour du navire. La matière aborde donc le droit du navire en tant que tel (statut du navire, de la construction à l'épave) puis le droit des rapports juridiques créés dans le cadre d'une expédition maritime (contrats maritimes ; événements de mer : abordage, assistance, avaries communes ; limitation de responsabilité). Une place sera aussi accordée aux aspects de droit pénal national et international (migrations clandestines, trafic de stupéfiants, pollution, piraterie, terrorisme).

Objectifs de la formation

À la fin du cours, être capable de :

- Comprendre et analyser les enjeux juridiques d'une expédition maritime.

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou posséder une expérience professionnelle attestant de compétences juridiques
- Avoir des bases concernant la responsabilité civile

Programme de la formation

Le cours de Droit maritime privé est structuré en cinq modules :

Module 1 : Introduction générale au droit maritime

Module 2 : Les sources du droit maritime

Module 3 : Le navire

Module 4 : La limitation de responsabilité

Module 5 : Les événements de mer

Évaluation et suivi

Ce cours fera l'objet d'une épreuve par un dossier écrit (par groupe) à rendre sur un sujet à choisir dans une liste proposée par l'enseignant (en novembre et décembre).

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant fin septembre
15 heures - sur 13 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc) Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

330 €

Tarif réduit : 165 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*

Sécurité et sûreté maritime

Ce cours aborde l'organisation internationale et régionale de la sécurité et sûreté maritime, tant au niveau des navires (et des unités d'exploitation offshore) que des responsabilités des états (pavillon, côtiers et du port). Il présente des grands règlements internationaux de l'Organisation Maritime Internationale :

- sur la construction et l'équipement des navires (SOLAS, LL66, ...);
- sur les aspects humains (MLC 2006, STCW, Search and Rescue, ...);
- sur la protection du milieu marin (MARPOL, AFS, BWM, Hong Kong 2009,...);
- sur la sécurité de l'exploitation des navires (ISM, COLREG, ...);
- et les codes, recueils et manuels associés (IMDG, IAMSAR, ...).

Il présente ensuite les responsabilités des états du pavillon (et des sociétés de classification) en matière de certification et des états côtiers (principalement au niveau du port). Une thématique particulière étudie les responsabilités des états du port dans le cadre du Mémoire d'Entente d'Abuja. Certains accidents marquants sont abordés, soit sous forme d'une étude détaillée, soit par une rapide évocation.

Objectifs de la formation

À la fin du cours, être capable de :

- Connaître les principaux textes régissant la sécurité maritime mondiale ;
- Connaître les principes des accords régionaux de contrôle des navires ;
- Connaître le principe de contrôle de navire en escale ;
- Identifier les moyens de prévention de la pollution en mer ;
- Définir les différents niveaux de sûreté et les moyens associés.

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou posséder une expérience professionnelle attestant de compétences juridiques

Programme de la formation

Module 1 : Fondamentaux de la sécurité maritime

Module 2 : Les grandes conventions et les textes s'y rattachant

Module 3 : Prévention des accidents et de la pollution

Module 4 : Cas d'accidents

Module 5 : Fondamentaux de la sûreté maritime

Évaluation et suivi

Ce cours fera l'objet d'une évaluation écrite en ligne (1h30) en décembre.

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant fin septembre
30 heures - sur 13 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc) Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

660 €

Tarif réduit : 330 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*

Droit des pêches

Le cours de droit des pêches présente le cadre juridique international, régional et national régulant la pêche maritime. La pêche, activité transdisciplinaire et multisectorielle par essence, est encadrée juridiquement, émanant de normes et de standards internationaux et régionaux. L'enjeu du droit des pêches est de réguler une activité qui cristallise des intérêts multiples et complexes, entraînant certains conflits ; il doit permettre d'assurer la sécurité alimentaire directe (alimentation) et indirecte (emplois, revenus) de la population, tout en assurant la viabilité et rentabilité économique du secteur ainsi que la préservation des ressources halieutiques sans lesquelles tout s'effondrerait. Nous examinerons à travers ce cours comment le droit des pêches évolue autour du concept de pêche responsable, soit assurer une gestion optimale des ressources halieutiques et une bonne gouvernance, et comment le droit s'articule au niveau international, régional et national. Nous introduirons la Politique Commune des Pêches (PCP) de l'Union européenne, tant dans sa dimension externe qu'interne. Nous étudierons les préceptes et les mesures de gestion qui régissent le secteur des pêches, ainsi que les moyens de contrôle et de sanction. Nous nous attacherons à des thématiques spécifiques comme la lutte contre la pêche illégale non déclarée non règlementée (INN) et la pêche artisanale.

Objectifs de la formation

À la fin du cours, être capable de :

- Appréhender les enjeux de l'encadrement juridique de la pêche
- Distinguer les régimes de responsabilité des États en fonction des zones de pêche
- Identifier le cadre international (hard law et soft law) du droit des pêches
- Différencier et comparer les acteurs inter-étatiques régionaux impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre du droit des pêches
- Catégoriser les principes et les mesures de gestion et d'aménagement des pêches.

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou posséder une expérience professionnelle attestant de compétences juridiques
- Disposer de connaissances en droit de la mer, droit international public et en droit de l'Union Européenne

Programme de la formation

Module 1 : Introduction au droit des pêches

Module 2 : Le droit international de la pêche

Module 3 : La régionalisation du droit des pêches

Module 4 : La politique commune de la pêche de l'Union Européenne

Module 5 : La mise en œuvre du droit des pêches : les mesures de gestion et d'aménagement des pêches

Évaluation et suivi

Ce cours fera l'objet d'une épreuve en ligne sous format quiz (en décembre).

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant en novembre
15 heures - sur 7 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc) Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

330 €

Tarif réduit : 165 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*

Protection de l'environnement marin

Ce cours s'inscrit essentiellement dans une perspective internationale. Seront abordés, en premier lieu, les principes qui sous-tendent cette branche du droit international de l'environnement : prévention, précaution, développement durable, gestion intégrée des zones côtières. En sus du cadre général posé par la Convention de Montego-Bay, seront ensuite étudiés les instruments spécifiquement dédiés à la lutte contre la pollution marine ainsi que ceux adoptés afin de protéger la biodiversité marine, qu'elle soit côtière ou pélagique.

Objectifs de la formation

À la fin du cours, être capable de :

- D'évaluer le rôle joué par les principes juridiques dans l'élaboration des normes environnementales visant à protéger l'environnement marin
- D'interroger la capacité de la norme juridique à enrayer la dégradation de l'environnement marin

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou posséder une expérience professionnelle attestant de compétences juridiques
- Disposer de connaissances en droit international public

Programme de la formation

Module 1 : Introduction

Module 2 : Les sources du droit de l'environnement marin

Module 3 : Les principes du droit de l'environnement marin

Module 4 : Les régimes de protection (protection de la biodiversité et lutte contre les pollutions)

Module 5 : La pollution marine

Module 6 : Biodiversité

Module 7 : Changements climatiques

Évaluation et suivi

Ce cours sera évalué en deux parties pendant le semestre : une fiche individuelle à rendre et un dossier à rendre (en novembre et décembre).

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant en novembre
15 heures - sur 7 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc) Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

330 €

Tarif réduit : 165 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*

Anglais maritime juridique

In this course, you will study different topics related to Maritime Law and the Law of the Seas and learn some specific terminology items.

Goals

By the end of this course, learners will be able to :

- Memorize key lexical items in the field of maritime law
- Recognize them in oral speech and texts
- Use them to summarize facts and opinions on the topics studied

Pre-requisites

- B1/B2 Level in English

Program

Unit 1: The Erika directive
Unit 2: The Exxon Valdez case
Unit 3: Salvage
Unit 4: Corruption in the shipping industry
Unit 5: Piracy
Unit 6: The rescue of migrants
Unit 7: Sustainable fishing in India
Unit 8: The law in High Seas
Unit 9: Maritime Arbitration

Evaluation

Your work will be tested in a final written and by short oral comprehension test (in December).

TRAINING 100% ONLINE

Schedule

Course opening in september
20 hours – during 14 weeks

Register

Complete the online form

Target audience

This online training is specifically designed for professionals who have targeted a specific need.

Learning resources

PDF documents, Videos, Virtual class, Webinaire, Hotline, Pedagogic platform (Extradoc)

Training fees

440 €
Reduced rate : 220 €

You need a ajustement ?
Contact us

Subject to modifications prior to the start of the course

Droit du travail maritime

Le cours de droit du travail maritime présente l'évolution du droit social des gens de mer, la diversité de ses sources internationales, européennes et nationales. Les conventions de l'OIT, MLC de 2006 pour la marine marchande, convention 188 de 2007 pour la pêche, imposent des normes internationales minimales. La convention 188 n'est pas encore en vigueur.

La MLC, en vigueur depuis août 2013 constitue le 4ème pilier du droit maritime international, consolide les conventions maritimes de l'OIT antérieures, innove sur la certification sociale des navires, développe une nouvelle approche de la protection sociale de gens de mer. Sa mise en œuvre est exigeante pour les Etats du pavillon, comme pour les Etats du port. Sa dimension universelle est complétée par l'action syndicale d'ITF et la négociation internationale des accords IBF.

Objectifs de la formation

À la fin du cours, être capable de :

- Comprendre deux conventions maritimes de l'Organisation Internationale du Travail :
 - La convention du travail maritime (MLC) adoptée en février 2006, entrée en vigueur en août 2013, convention maritime marchande (77 ratifications, 91 % de la flotte mondiale) ;
 - La convention n° 188 sur la pêche maritime adoptée en 2007 (8 ratifications, sur les 10 nécessaires).

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou posséder une expérience professionnelle attestant de compétences juridiques
- Avoir des bases en droit international public (OMI, OIT, savoir ce qu'est une organisation internationale, la portée d'une convention internationale ...)

Programme de la formation

Le cours de Droit du travail maritime est structuré en six modules :

- Module 1 : Droit du travail maritime : État des lieux
- Module 2 : Le contenu de la convention du travail maritime (MLC) 2006
- Module 3 : La mise en œuvre régionale et nationale de la MLC
- Module 4 : La convention de l'OIT 188 de 2007 sur la pêche maritime
- Module 5 : Droit européen du travail maritime
- Module 6 : Droit du travail maritime - État des lieux en France

Évaluation et suivi

Ce cours fera l'objet d'une évaluation écrite (en juin).

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant en janvier
30 heures - sur 22 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc), Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

660 €
Tarif réduit : 330 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*

Droit portuaire

Le cours de droit portuaire vise à découvrir l'environnement juridique propre aux ports maritimes français, en vue de disposer de connaissances de base, pour permettre en tant que juriste du monde maritime de mieux appréhender les problématiques juridiques pouvant se poser dans un port maritime qu'il soit de commerce, de pêche ou de plaisance. Ce séminaire s'articule autour de 4 séances consacrées à la notion juridique de port, aux régimes juridiques de gestion des ports, à la propriété portuaire, et aux polices et responsabilités dans les ports maritimes. Bien que centré sur le droit français, le cours s'attachera aussi à des mises en perspective avec la situation juridique de ports étrangers.

Objectifs de la formation

À la fin du cours, être capable de :

- Mémoriser les règles juridiques majeures applicables aux ports maritimes
- Comprendre les enjeux juridiques qui s'appliquent dans cet espace de connexion entre la mer et la terre
- Appliquer les principes juridiques de délimitation, d'organisation, de gestion et de propriété inhérents à tout port maritime
- Analyser les risques juridiques soulevés par les situations les plus courantes de litiges dans les ports maritimes

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou posséder une expérience professionnelle attestant de compétences juridiques

Programme de la formation

Le cours de Droit portuaire est structuré en cinq modules :

Module 1 : La notion juridique de port maritime

Module 2 : Les modèles de gestion des ports maritimes

Module 3 : L'organisation des ports maritimes en France

Module 4 : Le domaine public portuaire

Module 5 : Les services publics portuaires

Évaluation et suivi

Ce cours sera évalué par une épreuve écrite d'une heure (en juin).

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant en janvier
20 heures - sur 22 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc), Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

440 €

Tarif réduit : 220 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*

Droit européen maritime

Dans un premier temps, nous découvrirons au travers de ce cours, les bases du droit européen maritime issues du droit de la concurrence. Dans un second temps, nous poserons puis développerons les différentes façons dont l'Union Européenne a peu à peu confirmé son identité maritime. Il sera ainsi question de la prohibition des ententes mais également de la lutte contre la piraterie. Nous chercherons à comprendre pourquoi et comment l'Union Européenne agit sur les mers aujourd'hui.

Objectifs de la formation

À la fin du cours, être capable de :

- Identifier les principes du marché ;
- Identifier les principes de concurrence maritime ;
- Interpréter les actions de l'UE sur la scène maritime ;
- Employer la méthodologie d'action de l'UE sur les mers ;
- Analyser des situations de crise.

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou posséder une expérience professionnelle attestant de compétences juridiques

Programme de la formation

Le cours de Droit portuaire est structuré en huit modules :

Module 1 : Droit du marché européen

Module 2 : Les ententes et la concurrence maritimes au sein du droit de l'Union

Module 3 : Politique maritime européenne intégrée

Module 4 : L'Union sur les mers

Module 5 : Les menaces et risques maritimes et les intérêts de l'Union sur les mers

Module 6 : Les stratégies mondiales de l'Union européenne : quelques cas d'études

Module 7 : Les opérations extérieures de l'Union européenne

Module 8 : Les opérations de sécurité maritime dans le voisinage de l'Union

Évaluation et suivi

Ce cours sera évalué en deux parties : un dossier à composer en groupe puis une présentation orale (en avril).

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant en mars
20 heures - sur 9 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc), Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

440 €

Tarif réduit : 220 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*

Droit des assurances maritimes

En mer, l'énormité des capitaux engagés et des dommages susceptibles d'être causés ou subis a rendu indispensable le recours au mécanisme de l'assurance. Ainsi, au cours d'une opération maritime, le navire, sa cargaison et leurs accessoires doivent être assurés contre les dommages qu'ils peuvent subir ou bien causer. Procédé de répartition collective du risque de mer, l'assurance est donc la condition sine qua non du commerce maritime. Ce séminaire, dispensé par deux professionnels, s'intéressera aux acteurs de l'assurance maritime, aux règles communes et spécifiques aux différents types d'assurances, qu'elles portent sur le navire en tant que tel (assurance corps) ou sur la cargaison que celui-ci transporte (assurance facultés), parmi d'autres questions juridiques.

Objectifs de la formation

À la fin du cours, être capable de :

- Comprendre les règles communes aux assurances maritimes
- Comprendre et appliquer les règles spéciales des assurances maritimes propres au navire, aux marchandises, ainsi qu'à la responsabilité de l'assuré
- Questionner les règles juridiques propres aux assurances maritimes

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou posséder une expérience professionnelle attestant de compétences juridiques
- Avoir des bases concernant le droit des contrats et le droit international privé

Programme de la formation

L'assurance des corps de navires

- Le marché mondial de l'assurance transport
- Le marché français de l'assurance maritime
- Les métiers
- Le navire
- Les fortunes de mer
- La police d'assurance maritime
- Le dossier de souscription
- L'assurance des nouveaux risques maritimes

L'assurance des marchandises transportées

- Les risques de l'expédition maritime
- Transfert des risques dans une opération de transport
- L'assurance facultés (responsabilité du transporteur, indemnisation des dommages)
- Fonctionnement et régime de l'assurance facultés (types de polices, risques couverts, capitaux assurés)
- Cadre légal de la responsabilité du navire
- Assurance de la responsabilité du navire
- Mécanismes de garantie complémentaires

Évaluation et suivi

Ce cours fera l'objet d'une épreuve en ligne sous format quiz (en avril).

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant en mars
15 heures - sur 9 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc), Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

330 €
Tarif réduit : 165 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*

Action de l'état en mer

L'unité d'enseignement relative à « l'action de l'Etat en mer » a pour objectif de donner aux élèves les bases juridiques sur lesquelles reposent les missions opérationnelles des politiques publiques maritimes.

Un rappel sera fait des différentes limites maritimes existant en mer, de la côte vers le large, et des compétences attachées à chacun de ces espaces maritimes.

La séquence académique de l'UE sera suivie de cas pratiques tirés de l'expérience professionnelle du chargé d'enseignement, dans différentes zones maritimes en France, dans les territoires ultra-marins, et à l'étranger dans une moindre mesure. Ces cas pratiques seront valorisés par différentes méthodes pédagogiques : présentation descendante de cas réels, mise en situation à partir de fiches scénario, production de documents d'analyse ou opérationnels.

Objectifs de la formation

À la fin du cours, être capable de :

- Connaître les bases juridiques du volet opérationnel des politiques publiques en mer en France et dans les collectivités ultramarines

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou expérience professionnelle attestant de compétences juridiques
- Avoir des connaissances en Droit international et Droit de la mer.

Programme de la formation

Le cours est structuré en trois modules :

Module 1 : Qu'est-ce que l'Action de l'Etat en mer ? Comment est-elle organisée en France ?

Module 2 : L'Etat protecteur : la sauvegarde des personnes et des biens

Module 3 : L'Etat stratège : créer les conditions d'une exploitation durable des océans

Évaluation et suivi

Ce cours fera l'objet d'une épreuve en ligne sous format quiz (en juin).

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant fin mars
15 heures - sur 10 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc), Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

330 €
Tarif réduit : 165 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*

Défense : enjeux et défis stratégiques

Le cours de "Défense : enjeux et défis stratégiques" balaye différentes approches sur les enjeux de défense qui naissent des questions maritimes. La première évalue la place des espaces maritimes dans le système des relations internationales, la seconde est centrée sur une approche par acteurs où nous envisageons le rôle des acteurs étatiques et économiques et des organisations non-gouvernementales. Enfin, la troisième approche est consacrée sur l'étude de cas actuels de plusieurs régions.

Objectifs de la formation

À la fin du cours, être capable de :

- Comprendre la spécificité de l'espace marin
- Acquérir une méthode simple pour comprendre le sujet de manière autonome sans tomber dans le piège des représentations

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou posséder une expérience professionnelle attestant de compétences juridiques
- Disposer de connaissances en Droit de la mer / Droit international public / Droit de l'Union européenne.

Programme de la formation

Le cours de « Défense : enjeux et défis stratégiques » est structuré en trois modules :

Module 1 : Une approche spatiale

Module 2 : Une présentation des acteurs

Module 3 : Des études de cas : la mer Noire, la mer Méditerranée, le Golfe de Guinée...

Evaluation et suivi

Ce cours fera l'objet d'une épreuve en ligne sous format quiz (en juin).

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant fin mars
15 heures - sur 10 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc), Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

330 €

Tarif réduit : 165 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*

Droit de la plaisance, des croisières et des loisirs nautiques

Le module propose un enseignement dédié à l'étude des croisières, des ports de plaisance, des loisirs et des sports nautiques en Europe. Il s'agit plus particulièrement d'étudier comment ces activités s'organisent au sein de l'Union Européenne, en quoi elles contribuent à la construction économique et culturelle de l'Union et de quelle façon l'Union intervient dans ce secteur.

À cet effet, le module propose un enseignement disciplinaire autour du droit de la sociologie et de la géographie. Cinq thèmes sont étudiés : les croisières, les ports de plaisance, la construction des navires de plaisance, les plages et ses usages, les emplois de moniteurs de sports nautiques. Une sixième séquence est consacrée à une conférence/débat approfondissant en fonction de l'actualité un thème tel que par exemple « Les croisières et la crise sanitaire ».

Objectifs de la formation

À la fin du cours, être capable de :

- Maîtriser les sources et principes fondamentaux du droit de la plaisance et du droit des loisirs nautiques,
- Adopter des clefs de compréhension de droit dans ces différents domaines : plaisance, loisirs nautiques, croisières,
- Anticiper les litiges et proposer des solutions juridiques adaptées aux conflits entre usagers, professionnels et autorités.

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou posséder une expérience professionnelle attestant de compétences juridiques

Programme de la formation

Ce cours est structuré en trois parties :

Module 1 : Port de plaisance

- Approche géographique et sociologique
- Approche juridique

Module 2 : Usages et conflits d'usages des plages, des loisirs et sports nautiques

- Approche sociologique
- Approche géographique
- Approche juridique

Module 3 : Croisières et transport maritime

- Le transport maritime de passagers : du contrat de passage aux croisières maritimes - l'évolution du droit maritime

Évaluation et suivi

Ce cours fera l'objet d'une épreuve en ligne sous format quiz (fin février).

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant en janvier
20 heures - sur 8 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc), Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

440 €

Tarif réduit : 220 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*

Droit de l'exploitation des océans et des énergies marines renouvelables

Ce séminaire s'inscrit dans la continuité de plusieurs enseignements (droit de la mer, protection de l'environnement marin, droit des pêches) dont il vient approfondir certains développements.

Ce séminaire aborde, dans un contexte d'émergence d'une nouvelle gouvernance des océans, les questions relatives à la conservation de la biodiversité marine, à l'exploitation des ressources naturelles, biologiques ou minérales, aux énergies marines, au maintien d'un ordre public des mers.

Objectifs de la formation

À la fin du cours, être capable de :

- Maîtriser la méthodologie de l'analyse juridique en droit international public
- Identifier et rendre compte des principaux enjeux en droit de la mer et de l'exploitation des océans

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou expérience professionnelle attestant de compétences juridiques.
- Disposer de connaissances en droit de la mer, droit de l'environnement et droit des pêches. Des connaissances en droit international public sont également nécessaires.

Programme de la formation

Ce séminaire est organisé en 3 grandes parties réparties en 6 modules :

PARTIE 1 : Fondamentaux

- Module 1 : Introduction
- Module 2 : Acteurs et sources du droit de l'exploitation
- Module 3 : Fonctionnement du droit de la mer et éléments de définitions
- Module 4 : Traitement juridique des risques de l'exploitation

PARTIE 2 : Approche sectorielle (module 5)

PARTIE 3 : Approche par zones spécifiques (module 6)

Il s'agit d'un séminaire et non d'un cours. Il est donc nécessaire de préparer les séances du séminaire moi-même (individuellement ou collectivement).

Pour ce faire, pour chaque séance, une fiche indique :

- les thèmes à travailler
- une bibliographie indicative
- les textes de base (extraits de conventions internationales, jurisprudence, résolutions d'organisations internationales, législations internes...)

Dans un second temps, pour chaque séance, une correction sera proposée afin que l'apprenant puisse compléter son travail.

Évaluation et suivi

L'évaluation finale prendra la forme d'un cas pratique écrit (en avril).

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant en février
20 heures - sur 9 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc), Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

440 €

Tarif réduit : 220 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*

Contrats maritimes

Les activités humaines en mer s'organisent autour de nombreuses figures contractuelles. À côté des contrats d'engagement, d'affrètement, de transport et d'assurance (qui font l'objet d'enseignements distincts), c'est une grande variété d'outils contractuels qui se fait jour en la matière : tandis que certains contrats maritimes sont liés à la sécurité de l'expédition (remorquage, pilotage, assistance, etc), d'autres intéressent plus largement l'exploitation du navire : (vente et construction navales, lamanage, manutention, etc).

Objectifs de la formation

À la fin du séminaire, être capable de :

- Identifier et analyser les règles juridiques applicables aux contrats de remorquage et de pilotage ainsi qu'à la construction et à la vente navales.

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou expérience professionnelle attestant de compétences juridiques
- L'apprenant aura besoin de connaissances de base concernant le droit des contrats et le droit international privé

Programme de la formation

Le cours de Contrats maritimes est composé de 7 modules :

Module 1 : Les contrats liés à la propriété du navire

Module 2 : Les contrats liés à la sécurité du navire

Les contrats liés à l'exploitation commerciale du navire :

Module 3 : L'affrètement

Module 4 : Les sources du contrat de transport maritime de marchandises

Module 5 : L'exécution du contrat de transport maritime de marchandises

Module 6 : Les contrats accessoires au contrat de transport maritime de marchandises

Module 7 : Le transport maritime de personnes

Évaluation et suivi

L'évaluation finale prendra la forme d'un dossier individuel ou collectif à rendre en ligne (mi avril).

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant en février
20 heures - sur 11 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc), Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

440 €

Tarif réduit : 220 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*

Droit du littoral

Cet enseignement a pour objet de présenter les principales règles applicables aux espaces côtiers. Le code général de la propriété des personnes publiques inclut les espaces constitutifs du littoral au sein du domaine public maritime. Ces espaces sont donc d'abord régis par les règles de la domanialité publique qui sont en principe très protectrices. Elles impliquent notamment un encadrement très strict du développement d'activités économiques sur la bande littorale. Par ailleurs, la « loi littoral » du 3 janvier 1986 impose des restrictions à l'urbanisation des espaces littoraux qui sont de plus en plus contraignantes au fur et à mesure que l'on se rapproche de la mer. Du croisement de ces deux législations résulte un régime très particulier qui fait tout le charme de la matière.

Objectifs de la formation

À la fin du cours, l'apprenant sera capable de :

- Identifier les différentes parties du territoire littoral,
- Identifier le régime juridique propre à chacune de ces parties ,
- Comprendre dans quelle mesure le domaine public maritime peut être valorisé au plan économique,
- Indiquer quels sont les droits du public sur le littoral,
- Comprendre les constructions, ouvrages, ou travaux qui peuvent être implantés dans chacune des parties du littoral ,
- Interpréter les dérogations aux règles de protection du littoral.

Prérequis

- Niveau de français B2, C1 conseillé
- Avoir étudié le droit pendant 4 ans, ou expérience professionnelle attestant de compétences juridiques
- Disposer de connaissances en droit de la propriété des personnes publiques et droit de l'urbanisme

Programme de la formation

Le cours de Droit du littoral est structuré en neuf modules :

Introduction | La réglementation d'urbanisme applicable au littoral

Module 1 : La définition du domaine public maritime

Module 2 : La gestion du domaine public maritime

Module 3 : La protection du domaine public maritime

Module 4 : Présentation générale de la loi littoral

Module 5 : Les règles d'urbanisme applicables à l'ensemble du territoire communal

Module 6 : Les espaces proches du rivage (EPR)

Module 7 : La bande des 100 mètres

Module 8 : Les espaces remarquables ou caractéristiques du littoral

Module 9 : Les servitudes de passage sur le littoral

Evaluation et suivi

Ce cours sera évalué par une épreuve écrite en ligne (en juin).

FORMATION 100% À DISTANCE

Calendrier

Cours s'ouvrant en février
20 heures - sur 18 semaines

Inscriptions

Remplir le formulaire en ligne

Public cible

Cette formation en ligne s'adresse particulièrement à des professionnels ayant ciblé un besoin précis.

Moyens pédagogiques

Documents PDF, Capsules vidéos, Classes virtuelles de tutorat, Webinaire, Support technique (hotline), Plateforme pédagogique (Extradoc), Forum pédagogique, Diapositives, Bibliographie

Tarifs

440 €

Tarif réduit : 220 €

Besoin d'un aménagement ?
Contactez-nous

*Sous réserve de modifications
d'ici l'ouverture du cours*